



# développement et civilisations

infos

49, rue de la Glacière - 75013 PARIS, France  
Tél. : 33 (0)1 47 07 10 07 - Fax : 33 (0)1 47 07 68 66  
courriel : contact@lebret-irfed.org

Supplément à *développement et civilisations* - n° 357 - octobre 2007

## Colloque de Saint Jacut de la mer

# Prendre en compte tout l'homme

Le colloque « *Populorum Progressio + 40 : un message pour le XXI<sup>e</sup> siècle* » s'est tenu du 4 au 7 octobre 2007 à Saint Jacut de la Mer en Bretagne. Co-organisé par l'Abbaye Saint Jacut de la Mer, l'APES, BRES, DCLI<sup>1</sup>, le CCFD, le Secours Catholique, il a rassemblé plus de 240 participants.

Ce colloque ne se voulait pas une cérémonie du souvenir. L'objectif qu'il s'était fixé : réfléchir au message porté par l'encyclique du Pape à « *tous les hommes de bonne volonté* ». Le colloque était donc tourné résolument vers l'avenir comme le rappelle l'intitulé : *Un message pour le XXI<sup>e</sup> siècle*.

Les confrontations des participants se sont principalement croisées autour d'une double interrogation. D'abord au regard du passé : comment le message a-t-il été entendu ? Puis vers l'avenir : si ce message est toujours d'actualité que reste-t-il à faire ?

Les points de vue se sont confrontés. Ceux d'hommes et de femmes d'ici, venus principalement de Bretagne, mais aussi d'hommes et de femmes de pays plus lointains, dont plusieurs membres du réseau DCLI. Un constat unanime : quarante ans après l'encyclique, les continents sont de plus en plus interdépendants. Pour le meilleur (on se connaît

mieux, on échange...) mais souvent aussi pour le pire.

Une seule illustration tirée des nombreux témoignages, celui de Mamadou Cissokho, responsable d'une organisation paysanne de l'Afrique de l'Ouest : « *Quand les États-Unis ou l'Europe subventionnent leurs producteurs ou conduisent les paysans africains à une mono-production destinée à l'exportation, ils contribuent à appauvrir des millions de familles* ».

L'encyclique appelait à se mobiliser pour le développement. Quarante années plus tard, des pays entiers sont maintenus dans le sous-développement, principalement en Afrique. D'autres régions du monde, malgré un niveau de croissance spectaculaire, ne peuvent passer sous silence les nombreux laissés pour compte, comme l'ont rappelé Samy et Christi à propos de leur pays, l'Inde.

L'absence de réponse appropriée aux problèmes du sous-développement décrits par l'encyclique - et dans le même temps par les Nations unies - constitue bien le scandale du XX<sup>e</sup> siècle. La non-satisfaction des besoins vitaux, le chômage, le drame des paysans sans terre, la régression de certains pays... ne sont-ils pas « *la faute* » de l'économie de marché, de la mondialisation ? Le colloque a été tenté d'accuser « *cette main invisible* » qui conduirait la machine économique, entraînant les nations et les hommes, les citoyens et les dirigeants politiques dans une spirale infernale que nul ne peut maîtriser.

Mais à travers les échanges et les débats, il est apparu que les hommes et les femmes ont bien la possibilité de maîtriser leur destin et celui du monde. Chacun doit d'abord s'en persuader et choisir son champ d'action pour peser là où il est, pour résister au « *toujours plus* », à

l'argent facile, au gaspillage et à l'individualisme. Cette conviction affirmée ne peut s'apparenter à la pensée magique, il est nécessaire de se positionner, de relier les problèmes les uns aux autres : « *On ne peut agir pour l'environnement en revendiquant la production de biocarburants pour permettre aux riches de rouler écologique alors que dans le même temps cela se fait au détriment des cultures vivrières* ».

Comme souvent dans ce genre de rencontre, l'enthousiasme, les convictions la détermination ne font pas défaut. Le plus ardu apparaît par la suite. Yves Berthelot, président de DCLI, l'a souligné : « *Le plus difficile c'est de prendre en compte tout l'homme. Le social, l'écologique, l'éducatif sont au cœur de nos préoccupations, à juste titre, mais la dimension économique est trop souvent absente* ». Force est de constater que les acteurs économiques ont été très peu nombreux dans ce colloque.

« *Un autre monde est possible !* ». Ce cri des forums sociaux a été repris en conclusion du colloque. Chico Whitaker, l'un des initiateurs de ces rencontres mondiales, a rappelé que pour que cela ne reste pas seulement un slogan « *il fallait que chacun se fixe un objectif à sa mesure et ne plus le lâcher jusqu'à son aboutissement. Cela est valable, a-t-il insisté, dans les actions locales aussi bien que dans les initiatives nationales ou internationales* ». C'est ainsi que le changement peut s'opérer et c'est, aujourd'hui encore, le plus sûr moyen pour chacun de garder l'espérance.

**Bernadette Huger**

### Solidarité avec le peuple birman

Cela fait 45 ans que la population birmane est victime d'un régime militaire des plus dictatoriaux. En septembre dernier, elle a massivement manifesté sa volonté démocratique mais, comme en 1988, elle n'a pas reçu le soutien international qu'elle méritait. La Chine, mais aussi des pays occidentaux comme la France (Total, commerce du teck...), ont en Birmanie d'importants intérêts économiques qui influent sur la diplomatie.

Pourtant, à l'heure où la répression se durcit et que la junte a repris le contrôle de la rue et des canaux d'information, la solidarité internationale ne doit pas faiblir. DCLI s'associe à toutes les initiatives en faveur de l'arrêt des tortures, la libération des prisonniers politiques et la défense des droits démocratiques.

<sup>1</sup> - DCLI : Développement et Civilisations Lebret Irfed  
- APES : Antenne Pastorale Economique et Sociale du diocèse de Saint Brieuc et Tréguier.  
- BRES : Bretagne Espérance et Solidarité.

## Gérer notre patrimoine commun

Il y a 40 ans, le Pape Paul VI interpellait le monde sur les maux criants provoqués par la course effrénée aux croissances matérielles au risque de s'éloigner des principes bibliques, au non respect des règles de partage, de justice et de solidarité.

L'Occident dominant les bases de la croissance économique, à savoir les technologies, la recherche scientifique, les industries et les institutions financières, a imposé un modèle unilatéral de bien-être à travers une surproduction de biens et la course à la consommation.

L'appel lancé par Jean XXIII et Paul VI n'a malheureusement pas empêché l'accélération du néolibéralisme institué en dogme et porté par des institutions internationales (FMI, OMC, Banque mondiale) dont la grande majorité des Etats sont membres. Ce processus de globalisation rétrécit les marges de manœuvre des Etats économiquement faibles, coincés entre les besoins d'investissements et la

satisfaction des conditionnalités imposées par les puissances industrielles.

Malgré d'importants efforts fournis par les pays en développement, les signes évidents de grandes ruptures écologiques menacent l'existence du fait de la surexploitation des ressources et de l'insécurité alimentaire.

Les réactions dynamiques ne manquent pas et la résistance se structure partout et surtout au cœur de l'Occident où des centaines de milliers d'initiatives se cherchent et se mettent lentement en synergie avec les initiatives du Sud et du Centre.

La relecture de l'encyclique 40 ans après sa proclamation nous invite au recueillement et à l'accélération des mouvements de résistance pacifiques mais intransigeants. Oui, il s'agit d'assumer la responsabilité que nous a confiée le Créateur : « *La gestion rigoureuse de notre patrimoine commun, la terre et son contenu* ».

**Mamadou Cissokho**

## Un monde plus fraternel

Le colloque « *Populorum Progressio, un message pour le XXI<sup>e</sup> siècle* » s'est achevé par une célébration à la cathédrale de Saint Brieu. Rendre grâce pour ces journées de réflexions, de rencontres, d'échanges, de partages et d'engagements, cela s'imposait !

Le développement des petits, des pauvres nous concerne tous et engage notre avenir et celui de notre planète (cf. Matthieu 25, 31-46 ; Luc 4, 16-30).

Qui osera opter, à la suite du Père Lebreton et en réponse à l'appel de *Populorum Progressio*, pour une logique de la réciprocité, de la confiance, de l'amour ? Qui inventera, avec les pauvres, des projets élaborés avec eux ? Qui s'engagera réellement dans un développement intégral, ouvert et solidaire pour rendre possible l'accueil de vraies raisons d'espérer, pour faire advenir un monde plus humain et plus fraternel ?

**Pierre Diarra**

### Colloque « Populorum Progressio » à Bangalore (Inde)

#### Une dynamique d'espoir

Un colloque organisé par AREDS, Centre for Social Action et DCLI s'est tenu à Bangalore (Inde) fin septembre 2007. Il a réuni une trentaine de participants sur le thème : *Réponses des acteurs sociaux aux défis du développement*.

Les intervenants ont dressé un constat unanime : suivre l'exemple des pays occidentaux ne fait que renforcer la progression de la pauvreté et des inégalités. Ils ont partagé leurs expériences et leurs doutes et proposé des solutions pour améliorer la situation des quatre catégories les plus vulnérables à savoir les femmes, les Dalits, les enfants et les travailleurs non syndiqués.

Ce colloque a non seulement enrichi et redonné confiance aux participants mais a aussi lancé une dynamique d'espoir. Parmi les nombreuses conclusions adoptées nous pouvons retenir les décisions d'aider les populations exclues à s'organiser et à combattre les injustices qui les touchent notamment en les informant sur leurs droits. Par ailleurs les intervenants ont décidé de développer les réseaux d'ONG.

**Perrine Cordier**

### Atelier de Lubumbashi Accès à l'eau potable

Un atelier sur les rapports entre la société civile et les pouvoirs publics s'est déroulé en juillet 2007 à Lubumbashi, deuxième ville de la République Démocratique du Congo (RDC). Il a réuni plus de 160 personnes de la société civile et des pouvoirs publics et s'est réalisé en partenariat avec le maire de Lubumbashi, l'Université et un comité de coordination qui regroupait des représentants d'ONG locales. Les partenaires ont décidé de consacrer l'atelier à la question de l'accès à l'eau potable, urgence parmi les urgences.

Outre les partenaires lushois, deux autres membres de notre réseau régional africain, Carlos Roque du Mozambique et Lily Razafimbelo de Madagascar y ont participé, ainsi que Bernadette Huger et Isabelle Duquesne, de DCLI Paris.

A l'issue des trois jours de travail, les participants ont décidé de créer une plate-forme « Accès à l'eau potable », constituée de représentants des pouvoirs publics, politiques et administratifs, d'ONG et organisations de base de la société civile, de personnel de la régie des eaux, et de chercheurs de l'Université. Et cela au moment même où la Banque mondiale s'apprête à financer un grand « projet eau » à Lubumbashi. Les participants envisagent d'appliquer une démarche participative similaire pour aborder les autres questions de développement que la population vit comme prioritaires.

**Un rapport initial est disponible en version numérique :**

[contact@lebreton-irfed.org](mailto:contact@lebreton-irfed.org).

**Isabelle Duquesne**

## RAPPEL

Pour continuer d'exister, la revue *Développement et civilisations* a besoin de votre soutien.

Merci à tous ceux qui n'auraient pas encore réglé 2007, de bien vouloir nous faire parvenir le montant de leur abonnement (38 €). Il vous est également possible de régler un abonnement de solidarité pour des lecteurs du Sud qui sont très demandeurs de notre publication mais se trouvent en incapacité d'en payer le coût.

Enfin, vous pouvez aussi nous suggérer, et certains d'entre vous l'ont déjà fait, des noms de personnes qui pourraient être intéressées à recevoir des exemplaires de notre publication en promotion. **Modalités de règlement** : voir Développement et civilisations page 4.